

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 54/001/2013

AILRC-FR

28 février 2013

Arménie. Les autorités doivent enquêter sur les violations des droits humains liées à l'élection présidentielle

Jeudi 28 février, alors que des milliers d'Arméniens se réunissaient sur la place de la Liberté, à Erevan, afin de protester contre des fraudes électorales, le Secrétariat international d'Amnesty international a appelé les autorités arméniennes à enquêter sur les violations des droits humains survenues dans le contexte de l'élection présidentielle.

Les rapports globalement positifs des observateurs internationaux et intergouvernementaux concernant l'élection du 18 février en Arménie et la campagne électorale qui l'a précédée ne doivent pas dispenser le gouvernement de prendre en compte les allégations de violations des droits humains survenues au cours de cette période.

Amnesty International a reçu des informations faisant état d'actes de harcèlement, y compris des allégations d'intimidation et de violences contre les électeurs et les observateurs. L'organisation est préoccupée par le fait que les autorités arméniennes semblent avoir parfois négligé de fournir une protection adéquate ou d'enquêter rapidement sur ces agissements.

Narine Esmaeili, une observatrice internationale non gouvernementale postée au bureau de vote 17-5 de la ville d'Artashat lors de l'élection présidentielle du 18 février, a été agressée physiquement et menacée par des responsables du bureau de vote alors qu'elle protestait contre un vice présumé de procédure électorale. Narine Esmaeili a indiqué qu'elle avait vu un groupe de 25 à 30 hommes pénétrer dans le bureau et se placer autour de l'urne. L'agent de police qui gardait le bureau a ignoré son observation selon laquelle pas plus de 15 personnes ne pouvaient entrer dans le bureau de vote, car il s'agissait d'une infraction au règlement électoral. Alors qu'elle tentait de s'insurger, l'un des hommes du groupe l'a poussée contre un mur et lui a maintenu les mains, tandis qu'un agent du bureau de vote coupait les scellés de l'urne afin qu'un autre homme du groupe puisse y déverser un sac rempli de bulletins de vote. Au lieu d'enregistrer l'incident et d'enquêter sur ses allégations en arrivant sur les lieux, les agents de police locaux qu'elle avait appelés lui ont ordonné d'être une « bonne fille » et de ne pas parler aux médias¹.

Plusieurs journalistes ont également déclaré avoir été menacés et empêchés d'exercer leur métier le jour de l'élection.

Des reporters des journaux Aravot.am et Asparez.am ont signalé qu'on avait menacé de les « égorger » s'ils tentaient de filmer les irrégularités commises au bureau de vote de Gyumri. Ils avaient remarqué un véhicule stationné à l'extérieur du bureau de vote 35-22 de cette ville. Dans la voiture, un individu non identifié les aurait apostrophés en ces termes : « Nous filmez pas ! Pourquoi vous nous filmez ? Qu'est-ce que vous foutez là ? J vais vous égorger ! » L'un des journalistes a affirmé qu'un des occupants du véhicule les avait suivis alors qu'ils se déplaçaient aux abords du bureau de vote pendant une heure et demie environ.

¹ Le témoignage de Narine Esmaeili est disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=Ur0maK-UdT0>.

À Erevan, plusieurs hommes auraient agressé deux femmes journalistes, Marine Kharatian, de 1in.am, et Gayane Saribekian, du Hraparak Daily, devant un bureau de campagne du président sortant Serge Sarkissian. Les agresseurs les ont injuriées, ont saisi leurs caméras vidéo et les ont empêchées d'entrer dans le bureau de campagne².

On a également signalé qu'une militante, Tsovinar Nazarian, aurait été menacée alors qu'elle tentait de filmer une irrégularité au bureau de vote 17-4 de la ville d'Artashat. Le responsable du bureau de vote aurait demandé à ce qu'on l'expulse des locaux ou il la « tuerait ». Le nouveau chef de la Commission électorale territoriale (CET) aurait averti Tatevik Barseghian, la partenaire de Tsovinar Nazarian, que si les deux femmes irritaient les responsables des bureaux de vote, il déclinerait toute responsabilité quant aux violences éventuellement commises contre elles. Tsovinar Nazarian a déposé une plainte auprès de la CET pour les menaces de mort la visant. La CET a rejeté sa demande.

iDitord (projet américain de surveillance de la Media Diversity Institute utilisant l'outil open source Ushahidi) a recensé près de 400 irrégularités, dont certaines étaient des menaces et des violences, et d'autres des pressions exercées par des agents locaux.

Selon les informations provenant de diverses sources, les électeurs des villages suivants ont été contraints, avant de déposer leur bulletin dans l'urne, de montrer ce dernier afin de prouver qu'ils avaient voté pour le président sortant : Aghbyuradzor, Avshar, Chochkan, Kharberd, Mantash, Nazrvan, Norakert, Ohanyan, Torfavan, Vanevan, Verin Getashen et Zovun. Amnesty International n'a pas été en mesure de vérifier ces allégations ni d'évaluer le pourcentage d'électeurs qui, dans ces localités, ont été forcés de voter contre leur volonté. Toutefois, de nombreuses ONG locales affirment que les pressions et menaces de ce type ont été très fréquentes.

Le chef du village de Yeghiapatrus aurait menacé ses habitants de les priver de toute prestation sociale s'ils ne votaient pas pour Serge Sarkissian. À Pokr Mantash, le chef de la localité et ses frères n'auraient même pas laissé les habitants déposer leur bulletin dans l'urne et auraient voté à leur place.

Plusieurs médias, notamment BBC Monitoring, ont également signalé que le site internet de la chaîne indépendante GALA TV (galatv.am, à Gyumri), qui faisait un reportage sur les violations commises le jour de l'élection était devenu inaccessible pendant la seconde moitié de la journée à la suite d'une cyber-attaque non revendiquée.

Le médiateur public de l'Arménie a émis une déclaration le 19 février afin d'exprimer sa préoccupation quant aux manquements de la police, qui n'a pas réagi de manière adéquate aux diverses irrégularités survenues pendant l'élection, et notamment aux entraves au travail des journalistes et des médias indépendants³.

Les autorités arméniennes doivent veiller à ce que les journalistes soient en mesure de travailler sans crainte d'être menacés ou harcelés. Par ailleurs, les citoyens doivent pouvoir exercer leurs libertés politiques sans subir de violations des droits humains. Amnesty International appelle les autorités arméniennes à mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie et impartiale sur les allégations de violations commises pendant l'élection et à obliger les responsables présumés à rendre des comptes. Les autorités doivent également garantir la sécurité des participants lors des manifestations et des rassemblements publics post-électorales.

Complément d'information

Au cours d'une élection qui, selon les observateurs internationaux, manquait de candidats et de la confiance du public envers le processus électoral, le président arménien Serge Sarkissian a proclamé sa victoire avec 59 % des voix. Son principal adversaire, Raffi Hovannissian, président du parti Héritage, est arrivé en deuxième position avec près de 37 % des voix.

² La vidéo est disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=EUf4kbUsAzo>.

³ La déclaration du médiateur public de l'Arménie est disponible en anglais sur http://www.pashtpan.am/en/library/view_letter/article/422.

Le 19 février, le parti Héritage a dénoncé les résultats officiels, revendiqué la victoire et accusé le gouvernement de fraude électorale. Par la suite, Erevan et les villes voisines ont été le théâtre de manifestations rassemblant des milliers de personnes qui protestaient contre la fraude et d'autres violations.

L'évaluation préliminaire positive de l'élection par des observateurs internationaux⁴ a été fortement contestée par un groupe d'ONG arméniennes⁵. Celles-ci ont déclaré que cette évaluation ne reflétait pas la réalité du processus électoral, entaché de nombreuses irrégularités dont la fraude, la corruption et l'intimidation des électeurs.

⁴Communiqué de presse en anglais de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, <http://www.osce.org/odihr/elections/99676>

⁵Déclaration en anglais sur l'élection présidentielle en République d'Arménie par la société civile <http://transparency.am/news.php?l=en&id=601&inside=1>